

LE 26 MAI

Imposons l'emploi industriel, moteur de l'économie

Imposons une réponse aux besoins sociaux dans un cadre public renforcé

Reprenons la main sur l'emploi et le social !

Les effets de la crise ont aujourd'hui un impact réel sur l'activité des entreprises de nos territoires. Les annonces de dépôts de bilans, de fermetures d'entreprises, de licenciements, de mesures de chômage techniques, d'arrêts de contrats concernant les intérimaires et les sous-traitants s'accroissent.

Pour la filière aéro, au lieu d'une croissance conséquente des embauches et des activités, le patronat se sert de l'alibi de la crise et nous assistons à une immense restructuration avec fusions, ventes, spécialisation par site, reformatage, réduction des coûts...

Alors que nous sommes dans **une filière en pleine croissance**, la réalité est plombée par la domination des stratégies financières qui conduit à un immense gâchis et une inefficacité sociale, sociétale et économique.

Après la filière automobile, c'est maintenant au tour de celle de l'aéronautique, les grands donneurs d'ordres comme DASSAULT, EADS, SAFRAN, THALES multiplient les déclarations alarmistes sur la situation des plans de charges. Première conséquence perte de 400 emplois directs chez Labinal et AAA. Ce sont également Latelec, Serta, Mohican, Daher, Astf, Lluiss, les sociétés de restauration, nettoyage, gardiennage qui réduisent ou vont réduire leurs effectifs.

Pourtant cette industrie a réalisé des profits records et un chiffre d'affaires également record en 2008 (37,1 milliards d'euros en progression de 4,7%), les carnets de commandes n'ont jamais atteint un niveau comme aujourd'hui.

L'aéronautique et les emplois industriels induits, (1 emploi industriel = 5 emplois indirects) ne se développeront qu'avec des budgets de recherche conséquents, des investissements industriels significatifs et des embauches, afin de maintenir le haut degré technologique qu'impose ces projets

Le développement de l'emploi industriel ne se fera qu'avec la mobilisation de l'ensemble des salariés et de la population.

Imposons une réponse aux besoins sociaux dans un cadre public renforcé

Il y a bien des années déjà que les atteintes au service public ont commencé, mais il est incontestable que nous avons à faire aujourd'hui à une offensive de très grande ampleur avec les privatisations, les déréglementations et la politique drastique de réduction des dépenses publiques impulsée par la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP)

On ne voit rien dans la RGPP qui réponde à cette justification. On nous présente l'objectif de réduction de moitié des effectifs de fonctionnaires partant à la retraite au cours des prochaines années, comme une nécessité, mais pourtant sans jamais le démontrer !

En fait, le but non avoué, c'est de réduire significativement la masse de personnels sous statuts qui échappent, pour une large part, aux lois du marché et à la marchandisation des rapports sociaux.

Plus d'un quart des salariés sont en France sous statuts, ce qui constitue un obstacle majeur pour la politique libérale du gouvernement.

Mais depuis l'automne 2008, la crise a apportée un démenti cinglant aux ultras libéraux. Cette crise met en évidence que le système capitaliste est notamment source de gaspillages insensés, d'accentuation des inégalités, d'immoralité sociale.

Une telle situation **a mis au premier plan, comme moyen anti crise, les services publics** que la politique menée ces dernières années et amplifiée par Sarkozy, avait entrepris de démanteler.

Dans la tourmente financière, l'existence, en France, d'un secteur public et de services publics importants a été un moyen de s'en sortir plus efficacement que dans d'autres pays qui s'étaient engagés bien avant le notre dans une politique de déréglementations et de privatisations.

Le service public a été largement reconnu comme un puissant amortisseur social de la crise.

Cependant malgré l'échec du système dont il est l'un des principaux acteurs, malgré l'échec retentissant de sa politique concernant aussi bien le pouvoir d'achat que l'emploi, malgré le désaveu apporté par la crise à ses orientations ultra libérales, Sarkozy entend poursuivre ses réformes dans le même sens dans la fonction publique.

C'est insensé, c'est inacceptable, **nous devons mettre en échec cette politique !** Mettre en échec la logique d'entreprise que le pouvoir veut instaurer dans le système de santé avec le projet loi " hôpital, patients, santé, territoires ", véritable machine de destruction pour l'accès aux soins pour tous.

Mettre en échec l'idéologie managériale qu'ils veulent imposer dans l'éducation et la recherche.

Mettre en échec le démantèlement du statut général des fonctionnaires.

Faire respecter les principes républicains d'égalité. Affirmer la recherche de l'efficacité sociale contre la performance individuelle, l'intérêt général contre la rentabilité.

Défendre le statut général des fonctionnaires c'est aussi défendre les droits de tous les salariés. Ceux des agents publics qui ne sont pas sous statut mais sous différentes formes de relations contractuelles, ceux des entreprises publiques qui ont bénéficié comme les fonctionnaires de statuts particuliers au lendemain de la seconde guerre mondiale. Mais aussi ceux des salariés qui relèvent du droit commun privé.

Il n'est évidemment pas question de transformer tous les salariés en fonctionnaires, mais tous appellent à une meilleure couverture sociale.

C'est tout ce que la CGT avance avec la sécurité sociale professionnelle et son idée d'un " statut du travail salarié ".

Mobilisons nous le 26 mai !

Partout en Gironde les organisations syndicales
CGT, CFDT, CFTC, CFE CGC, UNSA, FSU et Solidaires
appellent les salariés, privés d'emplois et retraités à la grève et
mobilisations:

↪ À formuler leurs exigences auprès de leurs patrons et directions à partir des cahiers revendicatifs et sur la base de la plateforme commune du 5 janvier.

↪ À participer massivement :

➔ à 9h00 à un rassemblement au rond point de Dassault à Mérignac pour imposer le maintien et le développement de l'emploi industriel

➔ À 10h30 départ pour une opération " escargot " afin de se rendre au second point de rassemblement : la Préfecture

➔ À 11h00 rassemblement devant la Préfecture (accès rue Bonnier) pour la défense des Services Publics et interpeller le représentant de l'État

➔ À 12h30 départ en manifestation jusqu'à la place de la Bourse pour un rassemblement interprofessionnel avec prises de paroles et pique nique revendicatif.

*Bulletin de contact et de syndicalisation
à retourner à*

*UD CGT Gironde 30 avenue Charles de Gaulle 33200 Bordeaux
tel : 05 57 22 71 40 - fax 05 56 02 38 19 - mail : ud@cgt-gironde.org*

Nom :Prénom:

Adresse :

Age:Profession :

Entreprise (nom et adresse) :